

# Espionnage: le PPT exige des explications du gouvernement



Le Patronat de la presse togolaise (PPT) interpelle le gouvernement togolais au sujet des [révélations sur l'espionnage de journalistes togolais au moyen du logiciel PEGASUS](#). Le pays de Faure Gnassingbé est cité comme l'un des pays africains qui pratique cette forme d'espionnage. Le PPT demande aux autorités de s'expliquer sur une affaire scabreuse et une pratique attentatoire à la liberté de presse.

Selon une enquête, des journalistes togolais sont espionnés. On cite notamment Luc ABAKI, Directeur de la chaîne de télévision LCF, (fermée en 2017 par la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication – HAAC), Ferdinand AYITE, Directeur de la Publication du Bihebdomadaire L'Alternative, et de Carlos KETOHO, Directeur de la Publication de l'Hebdomadaire L'Indépendant Express. Ce

journal a été fermé en début d'année 2021 sur décision de Justice à la suite de la saisine de la HAAC.

Dans un communiqué, le PPT s'étonne qu'en dépit du tollé général que suscite la révélation de cette affaire d'espionnage des journalistes, « [le Gouvernement Togolais](#) cultive l'omerta, refusant manifestement de briser le mur du silence ».

« Alors que c'est la deuxième fois que le Togo est mentionné dans une enquête internationale sur les gouvernants qui ont mis des citoyens sur écoute, notamment des prêtres catholiques, des acteurs politiques et de la société civile », s'offusque l'organisation qui ajoute que « Qui ne dit mot consent ».

A cet effet, le PPT se dit être dans l'obligation de croire que « l'Exécutif togolais consent l'espionnage des journalistes par le biais du PEGASUS, et l'exprime bien par son silence assourdissant ».

## **Espionnage et liberté de presse**

Mais cette organisation professionnelle de la presse togolaise invite le Gouvernement togolais à se prononcer sur les raisons qui sous-tendent cet espionnage, en violation flagrante des dispositions réglementaires qui protègent les sources d'information du journaliste en République Togolaise.

« Une pratique attentatoire à la liberté de presse, à l'intimité des journalistes et au libre exercice de leur métier », indique le PPT qui dénonce des pratiques abjectes qui n'honorent pas le Togo.

Le PPT lance un vibrant appel à mobilisation de toutes les Organisations de presse tant nationales qu'internationales. Il demande aux Organisations de la Société Civile nationales et internationales d'user de « tous leurs pouvoirs pour que lumière soit faite sur cette scabreuse affaire d'espionnage

des journalistes par l'Etat togolais ».

Pour finir, le PPT entend mener des actions d'envergure visant la protection des journalistes togolais.